



MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS,
DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Fonction publique

Tableau de synthèse 2010

DGA FP



Fonction publique : faits et chiffres

FAITS ET CHIFFRES

FAITS E

Tableau de synthèse 2010

Ce tableau replace l'emploi public dans l'ensemble des effectifs salariés. Il permet également de préciser les contours des différentes fonctions publiques : la fonction publique de l'État, la fonction publique territoriale et la fonction publique hospitalière. Au 31 décembre 2008, le nombre de personnes dépendant d'administrations ou d'établissements publics administratifs dans lesquels le recrutement de droit commun de l'agent relève du droit public s'élève à 5,32 millions (métropole ou DOM), en comptant les bénéficiaires d'un emploi aidé. Hors emplois aidés, 5,22 millions d'agents travaillent dans la fonction publique de la métropole et des DOM.

Présentation du tableau de synthèse

Le champ géographique retenu est celui de la métropole et des DOM, ce qui permet d'évaluer de manière homogène la part de l'emploi public dans l'ensemble de l'emploi salarié.

Le tableau classe chaque employeur en fonction de trois caractéristiques : son statut juridique, sa nature économique et le statut de recrutement de droit commun de ses agents.

Ce classement s'opère de la façon suivante :

- en ligne, les employeurs sont ventilés en fonction de leur statut juridique selon la codification Sirène de l'Insee, qui repose sur les critères juridiques du droit administratif et du droit des sociétés ;
- en colonne, les employeurs sont d'abord classés en fonction de leur nature économique (appartenance ou non au champ des administrations publiques des comptes nationaux) : d'un côté (trois colonnes de gauche), les employeurs non marchands, de l'autre côté (trois colonnes de droite), les employeurs marchands. Au sein de chacun de ces deux secteurs, les employeurs sont classés en fonction du statut de droit commun de leurs agents (droit public, droit privé ou droit particulier).

Pour les quatre premières lignes, on distingue les titulaires civils, les militaires y compris volontaires, les « non-titulaires » (y compris ici les ouvriers d'État, les assistantes maternelles des collectivités territoriales et les médecins des hôpitaux publics) et, enfin, les emplois aidés.

Le tableau de synthèse permet d'estimer l'importance de l'emploi public, au 31 décembre 2008, selon différents concepts :

- **dans une approche juridique**, le nombre de personnes dépendant d'administrations ou d'établissements publics administratifs dans lesquels le recrutement de droit commun de l'agent relève du statut général de la fonction publique s'élève à **5,32 millions** (en comptant les 95 000 emplois aidés), soit 21,8 % des salariés de la métropole et des DOM.
- **dans une approche économique**, le nombre de personnes travaillant à titre principal dans des « administrations publiques » (administrations, organismes publics et organismes privés financés majoritairement par prélèvements obligatoires) s'élève à **6,06 millions**, ce qui représente 24,9 % des salariés de métropole et des DOM. Parmi ces personnes, 4,22 millions sont titulaires civils ou militaires.

Évolution des effectifs entre le 31 décembre 2007 et le 31 décembre 2008

Les effectifs de la fonction publique évoluent à la baisse, au même rythme que l'emploi salarié total entre 2007 et 2008 (-0,7 % en comptant l'emploi aidé). Après la forte montée en charge des emplois aidés en 2006 consécutive à la mise en application de la loi de cohésion sociale de 2005 instituant notamment les contrats d'avenir et les contrats d'accompagnement dans l'emploi, ces emplois sont depuis 2007 en net repli : la baisse s'accroît en 2008. Hors emplois aidés, l'évolution des effectifs de la fonction publique en 2008 est, pour la première fois, nulle.

Les effectifs des administrations de l'État (ministères) continuent de baisser (-4,1 %, y compris les rares emplois aidés subsistant à la Police en 2008, après -3,5 % en 2007, -1,7 % en 2006 et deux années à -0,7 %). Cette baisse est liée aux politiques de limitation des effectifs et à la mise en œuvre de la décentralisation dans le cadre de la loi de 2004 relative aux libertés et responsabilités locales. Comme en 2007, les transferts de certains personnels de l'Éducation nationale et des directions départementales de l'équipement dans les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale font progresser les effectifs des collectivités territoriales (+3,5 %, y compris les emplois aidés, contre +5,1 % en 2007). La hausse concerne les titulaires (+5,5 %) mais aussi les non-titulaires (+2,1 %, y compris les assistantes maternelles). Les effectifs des établissements d'enseignement secondaire publics sont, pour leur part, en baisse, le recul des emplois aidés n'étant plus compensé, comme en 2007, par le recrutement de personnel non titulaire. Parmi les établissements publics locaux non marchands dépendant des collectivités territoriales, la croissance des communautés de communes et d'agglomérations s'est beaucoup ralentie en 2008 (+4,0 % contre +8,7 %).

1 La fonction publique dans l'économie nationale : classement des employeurs (situation au 31 décembre 2008)

Statut juridique de l'employeur			Administrations publiques - Services non marchands			Hors administrations publiques - Services marchands		
			Statut de recrutement de droit commun de l'agent			Statut de recrutement de droit commun de l'agent		
Statut juridique de l'employeur			Colonne			Colonne		
			1	2	3	4	5	6
Ligne	Intitulé	Code Sirene de la catégorie juridique	Droit public	Droit public particulier	Droit privé	Droit public	Droit privé à statut	Droit privé
1	Administration de l'État	71 (hors 7111)	Ministères					
		7111	Autorités constitutionnelles					
2	Collectivités territoriales	72	Régions, départements, communes					
3	Établissements publics administratifs	73	ÉPA nationaux : ANPE, Crous, CNRS, INRA, Inserm, etc., EPLE, ÉPA des collectivités territoriales, hôpitaux publics	Organismes consulaires ASA	Caisses nationales du régime général de Sécurité sociale	OPHLM, Caisses de crédit municipal Maisons de retraite publiques, Caisse des dépôts et consignations ⁽¹⁾		
	Organismes publics administratifs	74		GIP non marchands	IGSA, Institut franco-allemand St Louis	Cercles et foyers des armées		Cultes d'Alsace-Lorraine
4	Personnes morales de droit public soumises au droit commercial	4	ONIGC et autres ÉPIC d'intervention agricole		Ademe, BRGM, CEA, Charbon de France, Cirad, CNES, Onera, INA, Institut français du pétrole, Opéra national de Paris, Réunion musées nationaux, Offices de tourisme, etc.	La Poste Office national des forêts	RATP, SNCF, Banque de France	Étab. français du sang, Grands ports maritimes, UGAP, AFD, OPAC/OPH, ÉPIC locaux et régies
5	Personnes physiques, sociétés commerciales	1, 2, 3, 5, 6 (hors 32)			Safer et divers		EDF, GDF Aéroports de Paris	dont Air France, France Télécom, France Télévisions, DCN, GIAT industries-Nexter, Imprimerie nationale
6	Organismes privés spécialisés et groupements de droit privé	8, 9			Organismes de protection sociale Enseignement privé sous contrat Hôpitaux à but non lucratif Associations ODAC Associations ODAL			Mutuelles, comités d'entreprise, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, Associations et fondations non à financ. public maj.

Définition des lignes et des colonnes du tableau

La ligne 1 correspond aux **ministères** : administration centrale et services déconcentrés de l'État, y compris la Défense. Par rapport à l'an dernier, on distingue les **autorités constitutionnelles**, qui étaient hors champ jusqu'à maintenant.

La ligne 2 correspond aux **collectivités territoriales** au sens strict : régions, départements (y compris préfecture de Police de Paris) et communes.

La ligne 3 correspond aux **établissements publics administratifs (ÉPA) et autres organismes publics administratifs**.

Les ÉPA placés en colonne 1 correspondent à la situation la plus courante : caractère non marchand et statut de recrutement de droit public : ANPE, Crous, CNRS, personnel propre des universités et établissements d'enseignement secondaire (la majorité du personnel étant en ligne 1), ÉPA locaux (CCAS, communautés urbaines, etc.), hôpitaux publics, etc.

Les personnels des organismes consulaires (chambres d'agriculture, de commerce et d'industrie, des métiers) relevant d'un droit public particulier figurent en colonne 2 et ceux des caisses nationales de la Sécurité sociale et du centre d'études supérieures de la Sécurité sociale relevant du droit privé figurent en colonne 3.

Les ÉPA produisant des services marchands tout en recrutant des personnels relevant du statut général de la fonction publique apparaissent en colonne 4 : Caisse des dépôts et consignations, offices publics de HLM, maisons de retraite publiques.

La ligne 4 correspond aux **personnes morales de droit public soumises au droit commercial** (ÉPIC et Banque de France).

En colonne 1, on trouve les organismes d'intervention sur les marchés agricoles (ONIGC : Office national interprofessionnel des grandes cultures, notamment) en raison de leur statut de recrutement de droit public.

Les ÉPIC nationaux non marchands du domaine de la recherche et de la culture, à recrutement de droit privé, sont en colonne 3 : CEA, CNES, Onera, Opéra national de Paris, Réunion des musées nationaux, etc. Parmi les ÉPIC marchands, La Poste et l'Office national des forêts sont classés en colonne 4.

Les ÉPIC nationaux marchands, qui sont des entreprises à statut (RATP, SNCF), sont en colonne 5, ainsi que la Banque de France. Les autres ÉPIC sont en colonne 6 : OPAC/OPH, ÉPIC locaux et régies notamment.

La ligne 5 correspond aux **personnes physiques et sociétés commerciales**.

La ligne 6 correspond aux **organismes privés spécialisés et groupements de droit privé**.

2 L'emploi public selon différents concepts au 31 décembre 2008

(voir ventilation détaillée dans le tableau 3)

	Effectifs des « administrations publiques » Colonnes 1+2+3	Effectifs de droit public Colonnes 1+4	Effectifs de la fonction publique métropole et DOM Colonnes 1+4 et lignes 1+2+3 ⁽²⁾	Effectifs de la fonction publique COM et étranger	Effectifs totaux de la fonction publique
Total	6 061 155	5 580 478	5 316 071	55 350	5 371 421
<i>dont titulaires et militaires</i>	<i>4 220 227</i>	<i>4 309 836</i>	<i>4 141 873</i>	<i>38 400</i>	<i>4 180 273</i>
<i>dont titulaires + militaires</i>					
<i>+ non-titulaires⁽¹⁾</i>	<i>5 953 734</i>	<i>5 485 881</i>	<i>5 221 585</i>	<i>55 342</i>	<i>5 276 927</i>
<i>dont emplois aidés</i>	<i>107 421</i>	<i>94 597</i>	<i>94 486</i>	<i>8</i>	<i>94 494</i>

Sources : Insee ; Drees ; DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

(1) On regroupe dans la catégorie « non-titulaires » tous les agents n'ayant pas le statut de titulaire civil ou militaire : contractuels, médecins des hôpitaux publics, ouvriers d'État, assistantes maternelles employées par les collectivités territoriales.

(2) Hors autorités constitutionnelles et cercles et foyers des armées.

3 Ventilation des effectifs salariés au 31 décembre 2008, métropole et DOM, salariés à titre principal

			Administrations publiques - Services non marchands			Hors administrations publiques - Services marchands			TOTAL	
			Statut de recrutement de droit commun de l'agent			Statut de recrutement de droit commun de l'agent				
Statut juridique de l'employeur			Droit public	Droit public particulier	Droit privé	Droit public	Droit privé à statut	Droit privé		
Ligne	Intitulé	Code Sirène	1	2	3	4	5	6		
1	Administration de l'État (ministères)	71 (hors 7111)	TOTAL 2 062 750 TIT 1 549 085 MILVOL 326 043 NTIT 187 356 AID 266						TOTAL 2 062 750 TIT 1 549 085 MILVOL 326 043 NTIT 187 356 AID 266	
	Autorités constitutionnelles	7111	TOTAL 4 198 TIT 3 877 NTIT 321 AID 0						TOTAL 4 198 TIT 3 877 NTIT 321 AID 0	
2	Collectivités territoriales	72	TOTAL 1 420 490 TIT 1 071 569 NTIT 312 951 AID 35 970						TOTAL 1 420 490 TIT 1 071 569 NTIT 312 951 AID 35 970	
3	Établissements publics administratifs et autres organismes soumis au droit administratif	73 et 74	TOTAL 1 736 537 TIT 1 127 493 NTIT 553 492 AID ⁽¹⁾ 55 552	TOTAL 63 417 TIT 2 185 NTIT 60 809 AID 423	TOTAL 16 702 TIT 983 NTIT 15 680 AID 39	TOTAL ⁽²⁾ 96 470 TIT 67 685 NTIT 26 040 AID 2 745		TOTAL 460 TIT 0 NTIT 443 AID 17	TOTAL 1 913 586 TIT 1 198 346 NTIT 656 464 AID 58 776	
4	Personnes morales de droit public soumises au droit commercial	4	TOTAL 2 011 TIT 590 NTIT 1 421 AID 0		TOTAL 42 283 TIT 3 643 NTIT 38 543 AID 97	TOTAL 258 022 TIT 163 494 NTIT 94 464 AID 64	TOTAL 235 262 TIT 0 NTIT 235 262 AID 0	TOTAL 72 833 TIT 17 960 NTIT 54 149 AID 724	TOTAL 610 411 TIT 185 687 NTIT 423 839 AID 885	
5	Personnes physiques, sociétés commerciales	1, 2, 3, 5, 6 (hors 32)			TOTAL 1 199 TIT 0 NTIT 1 199		TOTAL 124 874 TIT 0 NTIT 124 874	TOTAL 15 955 882 TIT 66 098 NTIT 15 889 784	TOTAL 16 081 955 TIT 66 098 NTIT 16 015 857	
6	Organismes privés spécialisés et groupements de droit privé	8, 9			TOTAL 711 568 TIT 134 759 NTIT 561 735 AID 15 074 <i>dont enseignants du privé sous contrat⁽⁴⁾</i>			TOTAL 1 550 067 TIT 0 NTIT 1 550 067	TOTAL 2 261 635 TIT 134 759 NTIT 2 111 802 AID 15 074	
TOTAL			TOTAL 5 225 986 TIT 3 752 614 MILVOL 326 043 NTIT 1 055 541 AID 91 788	TOTAL 63 417 TIT 63 003 0,7%	TOTAL 771 752 TIT 139 385 NTIT 617 157 AID 15 210	TOTAL 354 492 TIT 231 179 NTIT 120 504 AID 2 809	TOTAL 360 136 TIT 0 NTIT 360 136 AID 0	TOTAL 17 579 242 TIT 84 058 NTIT 17 494 443 AID 741	TOTAL 24 355 025 TIT 4 209 421 MILVOL 326 043 NTIT 19 708 590 AID 110 971	

(1) dont 34 892 dans les établissements publics locaux d'enseignement. (2) dont cercles et foyers des armées, ÉPA hors fonction publique.

	TOTAL	TIT	NTIT	AID
(3) La Poste	248 077	157 040	91 037	0
(4) Enseignants de l'enseignement privé sous contrat	149 033	1 269	147 764	0

Sources : Insee ; Drees ; DGAFF, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

TIT : Titulaires civils.

MIL VOL : Militaires et volontaires.

NTIT : Non-titulaires.

AID : Emplois aidés.

4 Évolution des effectifs salariés entre le 31 décembre 2007 et le 31 décembre 2008, métropole et DOM, salariés à titre principal

			Administrations publiques - Services non marchands			Hors administrations publiques - Services marchands			TOTAL
			Statut de recrutement de droit commun de l'agent			Statut de recrutement de droit commun de l'agent			
Statut juridique de l'employeur			Droit public	Droit public particulier	Droit privé	Droit public	Droit privé à statut	Droit privé	
Ligne	Intitulé	Code Sirène	1	2	3	4	5	6	
1	Administration de l'État (ministères)	71 (hors 7111)	Eff 2007 2 062 750 Eff 2006 2 150 536 Évol (07/06) -4,1% Évol (07/06) hors aidés -4,0%						Eff 2007 2 062 750 Eff 2006 2 150 536 Évol (07/06) -4,1% Évol (07/06) hors aidés -4,0%
	Autorités constitutionnelles	7111	Eff 2008 4 198 Eff 2007 4 121 Evol (08/07) 1,9% Evol (08/07) hors aidés 6,6%						Eff 2008 4 198 Eff 2007 4 121 Evol (08/07) 1,9% Evol (08/07) hors aidés 6,6%
2	Collectivités territoriales	72	Eff 2007 1 420 490 Eff 2006 1 372 333 Évol (07/06) 3,5% Évol (07/06) hors aidés 4,7%						Eff 2007 1 420 490 Eff 2006 1 372 333 Évol (07/06) 3,5% Évol (07/06) hors aidés 4,7%
3	Établissements publics administratifs et autres organismes soumis au droit administratif	73 et 74	Eff 2007 1 736 537 Eff 2006 1 730 669 Évol (07/06) 0,3% Évol (07/06) hors aidés 1,6%	Eff 2007 63 417 Eff 2006 63 003 Évol (07/06) 0,7% Évol (07/06) hors aidés 0,8%	Eff 2007 16 702 Eff 2006 17 092 Évol (07/06) -2,3% Évol (07/06) hors aidés -2,3%	Eff 2007 96 470 Eff 2006 97 946 Évol (07/06) -1,5% Évol (07/06) hors aidés -1,0%		Eff 2007 460 Eff 2006 503 Évol (07/06) -8,5% Évol (07/06) hors aidés -9,8%	Eff 2007 1 913 586 Eff 2006 1 909 213 Évol (07/06) 0,2% Évol (07/06) hors aidés 1,4%
4	Personnes morales de droit public soumises au droit commercial	4	Eff 2007 2 011 Eff 2006 2 121 Évol (07/06) -5,2% Évol (07/06) hors aidés -5,2%		Eff 2007 42 283 Eff 2006 39 440 Évol (07/06) 7,2% Évol (07/06) hors aidés 7,0%	Eff 2007 258 022 Eff 2006 274 493 Évol (07/06) -6,0% Évol (07/06) hors aidés -6,0%	Eff 2007 235 262 Eff 2006 222 198 Évol (07/06) 5,9% Évol (07/06) hors aidés 5,9%	Eff 2007 72 833 Eff 2006 64 923 Évol (07/06) 12,2% Évol (07/06) hors aidés 10,1%	Eff 2007 610 411 Eff 2006 603 175 Évol (07/06) 1,2% Évol (07/06) hors aidés 0,9%
5	Personnes physiques sociétés commerciales	1, 2, 3, 5, 6 (hors 32)			Eff 2007 1 199 Eff 2006 1 188 Évol (07/06) 0,9%		Eff 2007 124 874 Eff 2006 128 243 Évol (07/06) -2,6%	Eff 2007 15 955 882 Eff 2006 16 120 589 Évol (07/06) -1,0%	Eff 2007 16 081 955 Eff 2006 16 250 020 Évol (07/06) -1,0%
6	Organismes privés spécialisés et groupements de droit privé	8, 9			Eff 2007 711 568 Eff 2006 716 392 Évol (07/06) -0,7% Évol (07/06) hors aidés -0,7%			Eff 2007 1 550 067 Eff 2006 1 516 475 Évol (07/06) 2,2% Évol (07/06) hors aidés 2,2%	Eff 2007 2 261 635 Eff 2006 2 232 867 Évol (07/06) 1,3% Évol (07/06) hors aidés 1,3%
TOTAL			Eff 2007 5 225 986 Eff 2006 5 259 780 Évol (07/06) -0,6% Évol (07/06) hors aidés 0,1%	Eff 2007 Eff 2006 Évol (07/06) Évol (07/06) hors aidés	Eff 2007 63 417 Eff 2006 63 003 Évol (07/06) 0,7% Évol (07/06) hors aidés 0,8%	Eff 2007 354 492 Eff 2006 372 439 Évol (07/06) -4,8% Évol (07/06) hors aidés -4,7%	Eff 2007 360 136 Eff 2006 350 441 Évol (07/06) 2,8% Évol (07/06) hors aidés 2,8%	Eff 2007 17 579 242 Eff 2006 17 702 490 Évol (07/06) -0,7% Évol (07/06) hors aidés -0,7%	Eff 2007 24 355 025 Eff 2006 24 522 265 Évol (07/06) -0,7% Évol (07/06) hors aidés -0,5%

Sources : Insee ; Drees ; DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Fonction publique (colonnes 1+ 4 et lignes 1+2+3) - Eff 2008 : 5 316 071 - Eff 2007 : 5 351 219 - Evol (08/07) : -0,7% - Evol (08/07) hors emplois aidés : 0,0%.

Pour en savoir plus

Rapport annuel sur l'état de la fonction publique, Faits et chiffres 2009-2010

publié par la Documentation française

- www.ladocumentationfrancaise.fr

Les tableaux, graphiques, cartes et leurs sources
sont disponible sur www.fonction-publique.gouv.fr

Publications statistiques : **Point Stat** et **RésulStats**

- www.fonction-publique.gouv.fr

Direction générale de l'administration et de la fonction publique

Bureau des statistiques, des études et des évaluations

139, rue de Bercy

75572 Paris Cedex 12

Tél : 01 40 04 04 04

Faits et chiffres

La collection « Faits et chiffres », véritable référence d'analyses sur la fonction publique, correspond au volume I du « Rapport annuel sur l'état de la fonction publique », dont sont extraits des « chiffres-clés ». Ce bilan permet de comprendre les évolutions de l'emploi dans la fonction publique année après année et constitue à ce titre un document indispensable pour les décideurs, les parlementaires, les responsables syndicaux, les gestionnaires... mais aussi pour tous ceux qui s'intéressent à la fonction publique.

Politiques d'emploi public

Ce rapport constitue le volume II du « Rapport annuel sur l'état de la fonction publique ». Il traite de tous les thèmes rattachés à la gestion prévisionnelle des ressources humaines, pour les trois fonctions publiques, avec leurs points communs et leurs spécificités. Il présente en particulier les projets en cours, de la gestion des connaissances à celle des compétences.

Ressources humaines

Cette collection rassemble les informations et des documents (guides, études, brochures, fiches...) concernant le recrutement, la carrière, la formation, la rémunération, et au sens large tous les aspects de la gestion des agents de la fonction publique. Elle se veut volontairement pédagogique, qu'il s'agisse d'éclairer le grand public ou de fournir aux gestionnaires les outils dont ils ont besoin au quotidien.

Etudes et perspectives

Cette collection présente les études et rapports conduits par la DGAFP pour tracer les évolutions de la fonction publique dans tous ses aspects (démographie, métiers, dialogue de gestion, systèmes d'information, impact du droit européen...).

Statistiques

La collection « Statistiques » est déclinée en deux publications distinctes. « Point Stat », outil apprécié des décideurs et des gestionnaires, dégage les idées forces en quelques pages. « RésulStats » présente, pour qui cherche une information plus détaillée, les études complètes. Elle convient particulièrement aux chercheurs et aux statisticiens.

Point PhAre

Cette collection apporte un éclairage approfondi sur un thème ou un chantier, chiffres et références à l'appui.

IntrAdoc

Cette collection, à usage interne, réunit tous les documents de travail de la DGAFP utilisés dans le cadre de réunions interservices, séminaires, journées d'étude...